



**AVEC
VWPU**

ASSOCIATION VALAISANNE DES ENTREPRISES DE CARRELAGE
VERBAND DER WALLISER PLATTENLEGERUNTERNEHMUNGEN

STATUTS

EDITION 2024

STATUTEN

AUFLAGE 2024

ASSOCIATION VALAISANNE DES ENTREPRISES DE CARRELAGES

STATUTS

EDITION 2024

Table des matières	Page
Raison sociale - Siège - Durée	5
Art. 1 Dénomination	
But et moyens	5-6
Art. 2 Buts	
Art. 3 Moyens d'action	
Sociétariat, droits et obligations des membres	6-7
Art. 4 Conditions et demande d'admission	
Art. 5 Droits et obligations	
Art. 6 Perte de la qualité de membre	
Art. 7 Démission	
Dispositions financières	8
Art. 8 Cotisations	
Art. 9 Responsabilité financière	
Art.10 Droit à l'actif social	
Organes de l'Association	9-12
Art. 11 Généralités	
Art. 12 Assemblée générale - Compétences	
Art. 13 Assemblée générale ordinaire	
Art. 14 Assemblée générale extraordinaire	
Art. 15 Convocation	
Art. 16 Délibérations - Droit de vote	
Art. 17 Comité - Composition	
Art. 18 Compétences	
Art. 19 Représentation	
Art. 20 Séances et délibérations	
Art. 21 Présidence	
Art. 22 Secrétariat - Caisse	
Art. 23 Vérificateurs de comptes	
Art. 24 Membres honoraires	13
Art. 25 Membres libres	13
Art. 26 Dissolution et liquidation	13
Art. 27 Entrée en vigueur	14

Raison sociale, siège, durée

Article premier

Dénomination

¹Sous la dénomination d'*Association Valaisanne des Entreprises de carrelages* (appelée ci-après AVEC), est constituée une association professionnelle régie par les articles 60 et suivants du Code Civil Suisse et par les présents statuts.

²Son siège et domicile légal sont à Sion, dans les bureaux de l'AVE.

³Sa durée est indéterminée.

⁴Elle est inscrite au Registre du Commerce.

Buts et moyens

Article 2

Buts

¹L'Association a pour but de réunir les entreprises valaisannes de carrelage et revêtements en vue de sauvegarder leurs intérêts communs.

²L'AVEC est une association à but non lucratif.

³L'Association s'efforcera notamment :

- de créer entre ses membres des liens commerciaux et de développer un esprit d'entente et de solidarité,
- de lutter contre la concurrence déloyale,
- d'assurer à ses membres son aide et ses conseils,
- de représenter ses membres auprès des corporations de droit public ou privé, comme auprès des particuliers,
- de faire adopter une même ligne de conduite dans toutes les questions touchant aux rapports entre employeurs et travailleurs, afin de réaliser des conditions de travail rationnelles et justes,
- de favoriser la formation professionnelle,
- de promouvoir l'image de la branche.

Moyens d'action

Article 3

¹L'Association peut faire exécuter les tâches fixées à l'art. 2, édicter des règlements ou normes obligatoires pour tous ses membres, au même titre que les présents statuts.

²Si la réalisation des buts de l'Association l'exige, elle pourra conclure toute convention de nature générale ou s'affilier comme membre collectif à d'autres organisations professionnelles ou économiques.

Sociétariat, droits et obligations des membres

Article 4

¹Peuvent faire partie de l'AVEC, les personnes physiques ou morales domiciliées en Valais, exerçant leur activité professionnelle d'une manière ininterrompue, en possession du certificat fédéral de capacité.

²Elles doivent être inscrites au Registre du Commerce.

³Celui qui reprend l'entreprise d'un membre lui succède sans autre dans ses droits et obligations s'il en fait la demande dans les trois mois qui suivent le transfert de l'entreprise ; le repreneur doit remplir les conditions indiquées à l'al. 1 ; en cas d'acceptation, la qualité de membre de l'AVEC ne subit aucune interruption.

⁴La demande d'admission doit être présentée par écrit au Secrétariat de l'AVEC.

⁵Le Comité statue sur les demandes, sous réserve de ratification par l'assemblée générale.

⁶Tout membre de l'AVEC est d'office membre de la Fédération Romande du Carrelage (FeRC), qui fixe les modalités liées à leur cotisation. Cette cotisation se cumule avec les dispositions prévues à l'article 8.

Article 5

¹Tous les membres ont les mêmes droits et les mêmes obligations. Par leur adhésion à l'AVEC, ils acceptent sans restriction toutes les obligations résultant des statuts et des règlements établis ou à établir en application desdits statuts.

Conditions et
demande
d'admission

Droits et
obligations

²Ils s'obligent, en outre, à se conformer exactement aux décisions, instructions et prescriptions édictées par les organes de l'AVEC, en exécution desdits statuts et règlements.

³Les membres s'engagent à faire preuve d'esprit de solidarité et de loyauté vis-à-vis de leurs collègues et à conformer leur conduite et leurs actions aux intérêts de la profession et de l'Association.

⁴En application des présents statuts, il est interdit aux membres de l'AVEC de traiter directement ou par correspondance, ou de conclure des arrangements avec des organisations ou groupements de travailleurs ou avec leurs représentants.

Article 6

Perte de la qualité
de membre

¹La démission, le décès, l'exclusion, la radiation de la raison sociale et la cessation d'entreprise entraînent la perte de la qualité de membre.

²Un membre déclaré en faillite, ou contre lequel un acte de défaut de biens est délivré, sera exclu d'office.

³Un membre sortant est tenu, jusqu'à l'expiration de l'année au cours de laquelle est intervenue la perte de la qualité de sociétaire, de remplir les obligations financières incombant aux membres à teneur des présents statuts.

Article 7

Démission

¹Les démissions ne sont valables que pour la fin de l'année civile.

²Elles doivent être présentées par écrit et notifiées, par pli recommandé, six mois à l'avance au Président de l'Association ou au Secrétariat.

³Les démissions pour justes motifs demeurent réservées.

Dispositions financières

Article 8

¹Chaque sociétaire est astreint au paiement :

- a) d'une finance d'entrée de Fr. 350.-,
- b) d'une cotisation annuelle.

²Le montant de la cotisation annuelle pour l'AVEC est fixé à 0.5% des salaires payés par chaque sociétaire selon les décomptes remis à la CAFIB, Caisse Valaisanne d'Allocations Familiales de l'Industrie du Bâtiment, pour tous les travailleurs ayant été employés au cours de l'année précédente, à l'exclusion du personnel administratif et commercial. La cotisation annuelle est au minimum de Fr. 400.- et au maximum de Fr. 2'500.-.

³Les membres libres sont astreints à une cotisation annuelle de Fr.150.-

⁴Le montant de la cotisation annuelle pour la FeRC est fixé à 0.13% des salaires payés par chaque sociétaire selon les décomptes remis à la CAFIB, Caisse Valaisanne d'Allocations Familiales de l'Industrie du Bâtiment, pour tous les travailleurs ayant été employés au cours de l'année précédente, à l'exclusion du personnel administratif et commercial.

⁵Le montant de la cotisation annuelle pour la protection juridique est fixé à 0.10% des salaires payés par chaque sociétaire selon les décomptes remis à la CAFIB, Caisse Valaisanne d'Allocations Familiales de l'Industrie du Bâtiment, pour tous les travailleurs ayant été employés au cours de l'année précédente, à l'exclusion du personnel administratif et commercial. La cotisation annuelle est au minimum de Fr. 200.-.

⁶En cas de création d'entreprise, la somme des salaires de l'année courante est déterminante.

⁷Si les pièces justificatives nécessaires au calcul de la cotisation annuelle ne sont pas transmises, elle est fixée par estimation qui lie le sociétaire.

Article 9

Les engagements financiers de l'AVEC ne sont couverts que par l'actif social ; toute responsabilité personnelle des membres de l'Association est exclue.

Article 10

Les membres sortants perdent, dès la date de sortie, toute prétention vis-à-vis de l'AVEC, notamment le droit de revendiquer une partie de l'actif de l'Association.

Cotisations

Responsabilités
financières

Droit à l'actif social

Organes de l'Association

Article 11

Les organes de l'AVEC sont :

- A. l'Assemblée générale
- B. le Comité
- C. le Secrétariat
- D. les Vérificateurs de comptes

A. Assemblée générale

Article 12

L'assemblée générale est l'organe suprême de l'Association. Ses attributions sont les suivantes :

- approuver les Procès-verbaux de l'assemblée générale;
- approuver le rapport annuel du Président;
- approuver les comptes annuels, le budget, et donner décharge au Comité ainsi qu'au secrétaire-caissier pour leur gestion;
- fixer la finance d'entrée et la cotisation annuelle;
- élire le Comité et le Président;
- élire les délégués de l'Association au sein d'organes de sociétés soeurs ainsi que leurs suppléants et nommer les membres honoraires;
- ratifier les décisions du Comité dans les cas expressément prévus par les statuts;
- prononcer l'exclusion d'un sociétaire;
- adopter les règlements et normes à caractères général;
- statuer sur les propositions du Comité et sur les propositions individuelles;
- modifier les statuts;
- statuer sur la dissolution et la liquidation de l'Association.

Généralités

Compétences

Assemblée
générale ordinaire

Article 13

L'assemblée générale a lieu, à titre ordinaire, une fois par an.

Assemblée
générale
extraordinaire

Article 14

L'assemblée générale siège à titre extraordinaire toutes les fois que le Comité le juge nécessaire ou à la demande écrite et motivée d'un cinquième des membres.

Convocation

Article 15

¹L'assemblée générale est convoquée par le Secrétariat, sur ordre du Comité.

²Dans la règle, la convocation a lieu par circulaire expédiée, sauf cas d'urgence, au moins 2 semaines à l'avance et portant indication du lieu, de la date, de l'heure et de l'ordre du jour de l'assemblée.

³Elle reproduira la teneur des propositions concernant soit la modification des statuts, règlements, normes et conventions, soit la dissolution de l'Association.

Délibérations -
Droit de vote

Article 16

¹L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets qui figurent à l'ordre du jour. Les membres qui désirent y faire inscrire un objet doivent le requérir au comité par écrit et au moins 10 jours avant l'assemblée.

²L'assemblée peut délibérer quel que soit le nombre des membres présents. Elle statue à la majorité absolue des votants et, en matière d'élections, à la majorité relative au second tour. L'article 25 demeure réservé.

³En règle générale, l'assemblée vote à main levée. Elle vote au bulletin secret si le cinquième des membres présents au moins le demande.

B. Comité

Article 17

Composition

¹Le Comité se compose:

- du président
- du vice-président
- et de 3 à 7 membres.

²Dans la mesure du possible, les membres du Comité seront choisis de manière à ce que les trois régions du canton soient équitablement représentées.

³Les membres du Comité sont élus pour 4 ans. En cas de vacances, une élection complémentaire aura lieu à la prochaine assemblée générale, pour le reste de la période administrative courante.

Article 18

Compétences

¹Le comité est chargé de la gestion des intérêts de l'AVEC. Il peut lui-même liquider toutes les affaires pour lesquelles la compétence de l'assemblée générale n'est pas réservée.

²Il présente un rapport sur sa gestion chaque année à l'assemblée générale.

³Le Comité veille à l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale et à l'application des règlements et conventions.

⁴Le Comité est seul compétent pour discuter des conditions générales de travail avec les organisations ouvrières; en cas de conflit, il prend toutes les mesures que requiert la situation.

Article 19

Représentation

Le Comité représente l'AVEC vis-à-vis des tiers. L'Association est valablement engagée par la signature collective du président – ou du vice-président - et du secrétaire.

Séances et
délibérations

Art. 20

¹Le comité siège toutes les fois que les affaires l'exigent, mais au moins six fois par an.

²Le président fait convoquer le comité soit de son propre chef, soit à la demande d'un membre du comité.

³Le Comité statue à la majorité absolue des membres présents, quel que soit leur nombre. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Article 21

Présidence

¹Le président de l'Association organise et dirige le travail du comité.

²Il préside l'assemblée générale à laquelle il présente, au nom du Comité, le rapport annuel.

C. Secrétariat

Article 22

Secrétariat -
Caisse

¹Pour sa gestion, le comité dispose d'un secrétariat permanent. Le secrétaire permanent agit au nom du comité en suivant les instructions de ce dernier.

²Il est responsable de la bonne gestion des affaires de l'Association.

³D'entente avec le comité, il entreprend toutes les démarches utiles pour la sauvegarde des intérêts des membres.

D. Vérificateurs de comptes

Article 23

¹L'assemblée générale nomme tous les 4 ans comme vérificateurs des comptes, deux membres de l'AVEC qui sont chargés de vérifier les comptes annuels.

²L'année comptable de l'AVEC correspond à l'année civile.

³Le rapport de révision comporte les observations et les propositions des vérificateurs concernant l'acceptation des comptes.

⁴Les comptes annuels doivent être mis à la disposition des vérificateurs au moins quinze jours avant l'assemblée générale à laquelle ils doivent présenter leur rapport écrit.

Membres honoraires

Article 24

¹Sur proposition du comité, l'assemblée générale peut nommer membres honoraires des membres de l'Association ou toutes autres personnes qui auront contribué de manière significative au bien de l'Association.

²Les membres honoraires ne sont pas astreints à cotisation. Ils peuvent assister aux assemblées générales.

Membres libres

Article 25

Les membres se retirant des affaires mais désirant rester affiliés, peuvent être nommés « membres libres » par le comité. Ils peuvent assister aux assemblées générales. Ils ne disposent pas du droit de vote.

Dissolution et liquidation

Article 26

¹Si l'assemblée générale ne désigne pas dans ce but une commission spéciale, la liquidation de l'Association incombe au Comité.

²En cas de liquidation de l'AVEC, le capital restant, toutes les obligations financières réglées, sera remis en dépôt auprès d'un Institut bancaire, en faveur d'une nouvelle Association qui, dans un délai de 5 ans dès la fin de la liquidation, se constituerait en vue de poursuivre la réalisation de buts équivalents à ceux de l'association dissoute.

³Passé ce délai, et si cette éventualité ne s'est pas réalisée, le capital sera versé à une ou plusieurs œuvres valaisannes de bienfaisance.

⁴Le Comité en fonction lors du dernier exercice est chargé d'exécuter cette disposition.

Entrée en vigueur

Article 27

Les présents statuts, adoptés par l'Assemblée Générale du Groupe Valais des Entreprises de carrelages et revêtements, le 24 octobre 1981 à Martigny, ont été modifiés – ainsi que la raison sociale - et complétés à l'occasion des assemblées générales du 22 septembre 1984, 29 octobre 1994, 24 octobre 1998, 20 octobre 2001, 19 octobre 2002, 30 octobre 2004, 12 novembre 2011, 13 novembre 2014, 12 novembre 2015, 3 novembre 2022 et 9 novembre 2023.

AU NOM DE L'ASSOCIATION :

Le Président :

Joël Millius

Le Secrétaire :

Gérard Bornet

**VERBAND WALLISER
PLATTENLEGERUNTERNEHMUNGEN**

STATUTEN
AUFLAGE 2024

Inhaltsverzeichnis

	Seite
Name-Sitz-Dauer	18
Art. 1 <i>Bezeichnung</i>	
Zweck und Aufgaben des Verbandes	18-19
Art. 2 <i>Zweck</i>	
Art. 3 <i>Aktionsmöglichkeit</i>	
Mitgliedschaft - Rechte und Pflichten der Mitglieder	19-20
Art. 4 <i>Bedingungen und Beitrittsgesuche</i>	
Art. 5 <i>Rechte und Pflichten</i>	
Art. 6 <i>Verlust der Mitgliedschaft</i>	
Art. 7 <i>Austritt</i>	
Finanzielle Bestimmungen	20-21
Art. 8 <i>Beiträge</i>	
Art. 9 <i>Finanzielle Haftung</i>	
Art. 10 <i>Anspruch auf das Verbandsvermögen</i>	
Verbandsorgane	21-25
Art. 11 <i>Allgemeines</i>	
Art. 12 Generalversammlung - <i>Zuständigkeit</i>	
Art. 13 <i>Ordentliche Generalversammlung</i>	
Art. 14 <i>Ausserordentliche Generalversammlung</i>	
Art. 15 <i>Vorladung</i>	
Art. 16 <i>Beschlussfassungen - Stimmberechtigung</i>	
Art. 17 Vorstand - <i>Zusammensetzung</i>	
Art. 18 <i>Zuständigkeit</i>	
Art. 19 <i>Vertretung</i>	
Art. 20 <i>Sitzungen und Beschlussfassungen</i>	
Art. 21 <i>Präsidium</i>	
Art. 22 Sekretariat - <i>Kasse</i>	
Art. 23 Rechnungsrevisoren	
Art. 24 Ehrenmitglieder	25
Art. 25 Freie Mitglieder	26
Art. 26 Auflösung und Liquidation	26
Art. 27 Inkrafttreten	26

Name - Sitz - Dauer

Bezeichnung

Artikel 1

- ¹ Unter der Bezeichnung *Verband Walliser Plattenleger-Unternehmungen* (nachstehend genannt VWPU) wird entsprechend Art. 60 und ff des ZGB und aufgrund vorliegender Statuten ein Berufsverband gegründet.
- ² Sein Sitz und gesetzlicher Wohnsitz befinden sich in Sitten, in den Büros des WBV (Walliser Baumeisterverband).
- ³ Seine Dauer ist unbestimmt.
- ⁴ Der Verband ist im Handelsregister eingetragen.

Zweck und Aufgaben des Verbandes

Zweck

Artikel 2

- ¹ Der Verband hat zum Zweck, die Walliser Plattenleger- und Belags-Unternehmungen zur Wahrung der gemeinsamen beruflichen Interessen zu vereinen.
- ² Der VWPU ist ein Verband ohne Gewinnabsicht.
- ³ Der VWPU wird insbesondere bestrebt sein :
 - unter den Mitgliedern geschäftliche Verbindungen zu pflegen, sowie Verträglichkeit und Solidarität zu fördern,
 - den unlauteren Wettbewerb zu bekämpfen,
 - seinen Mitgliedern mit Hilfe und Ratschlägen beizustehen,
 - seine Mitglieder bei Körperschaften des öffentlichen und privaten Rechts zu vertreten,
 - einheitliche Richtlinien in allen Fragen zu erlassen, die das Verhältnis zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer regeln, um auf diese Weise rationelle und gerechte Arbeitsbedingungen zu schaffen,
 - die berufliche Ausbildung zu fördern,
 - das Berufsimago zu fördern.

Aktionsmöglichkeit

Artikel 3

- ¹ Dem Verband steht die Ausführung der in Art. 2 erwähnten Aufgaben zu, er kann verbindliche Reglemente und Richtlinien für alle Mitglieder erlassen mit gleicher Rechtskraft wie die vorliegenden Statuten.
- ² Wenn die Verwirklichung der Verbandsziele es erfordert, ist der Verband zum Abschluss jeglicher Abkommen allgemeiner Art befugt und ermächtigt, sich anderen Berufs- oder Wirtschaftsorganisationen anzuschliessen.

Mitgliedschaft - Rechte und Pflichten der Mitglieder

Artikel 4

- ¹ Zur Mitgliedschaft des VWPU können im Wallis wohnhafte natürliche und juristische Personen zugelassen werden, die ihre Tätigkeit ununterbrochen ausführen, im Besitze des eidg. Fähigkeitsausweises sind.
- ² Sie müssen im Handelsregister eingetragen sein.
- ³ Der Geschäftsnachfolger eines Mitgliedes übernimmt ohne weiteres die Rechte und Pflichten des Letztgenannten. Bewirbt er sich innert drei Monaten nach Übernahme des Unternehmens muss der Geschäftsnachfolger die unter Abs. 1 aufgeführten Bedingungen erfüllen; im Falle einer Annahme als Mitglied des VWPU, erleidet die Mitgliedschaft keinen Unterbruch.
- ⁴ Das Beitrittsgesuch muss dem VWPU-Sekretariat schriftlich eingereicht werden.
- ⁵ Der Vorstand entscheidet über die Gesuche, unter Vorbehalt der Genehmigung durch die Generalversammlung.
- ⁶ Jedes Mitglied des VWPU ist automatisch auch Mitglied der Fédération Romande du Carrelage (FeRC), welche die Modalitäten in Bezug auf ihren Beitrag festlegt. Dieser Beitrag wird mit den Beiträgen und Gebühren gemäss Bestimmungen von Artikel 8 kumuliert.

Artikel 5

- ¹ Alle Mitglieder haben die gleichen Rechte und Pflichten. Durch ihren Beitritt in den VWPU anerkennen die Mitglieder ohne jede Einschränkung alle in den vorliegenden Statuten und erlassenen oder zu erlassenden Reglementen festgelegten Verpflichtungen.
- ² Sie verpflichten sich zudem, die von Verbandsorganen in Ausführung der vorliegenden Statuten oder Reglementen erlassenen Beschlüsse, Weisungen und Vorschriften zu befolgen.

Bedingungen und
Beitrittsgesuche

Rechte und
Pflichten

³ Die Mitglieder des VWPU verpflichten sich zu einer solidarischen und loyalen Haltung gegenüber ihren Kollegen und ihr Verhalten den Interessen des Berufes und des Verbandes anzupassen.

⁴ In Anwendung der vorliegenden Statuten ist es den Mitgliedern des VWPU untersagt, mit Arbeitnehmerorganisationen, Arbeitergruppen oder ihren Vertretern direkt oder schriftlich Abmachungen zu vereinbaren.

Artikel 6

¹ Die Mitgliedschaft geht verlustig infolge Kündigung, Todesfall, Ausschluss, sowie bei Aufgabe des Unternehmens oder Löschung der Firma.

² Ein Mitglied, das den Konkurs anmeldet oder Verlustschein ausstellt, wird ohne weiteres aus dem VWPU ausgeschlossen.

³ Ein austretendes Mitglied ist verpflichtet, bis auf Jahresende des laufenden Jahres, in welchem er der Mitgliedschaft verlustig wird, die ihm aus den vorliegenden Statuten obliegenden finanziellen Verpflichtungen zu erfüllen.

Artikel 7

¹ Die Kündigungen sind nur auf Ende des Kalenderjahres möglich.

² Die Kündigungen müssen schriftlich durch eingeschriebenen Brief 6 Monate im voraus dem Präsidenten oder dem Sekretariat des VWPU zugestellt werden.

³ Kündigungen aus triftigen Gründen bleiben vorbehalten.

Finanzielle Bestimmungen

Artikel 8

¹ Jedes Mitglied ist zu folgender Zahlung verpflichtet :

- a) einer Beitrittsgebühr von Fr. 350.-
- b) eines Jahresbeitrages.

² Der Jahresbeitrag für den VWPU beträgt 0.5% der von jedem Mitglied ausbezahlten Löhne gemäss der CAFIB-Abrechnung (Walliser Familienzulagenkasse des Hoch- und Tiefbaugewerbes) für alle im Vorjahr beschäftigten Arbeitnehmer, mit Ausnahme des administrativen und kaufmännischen Personals. Der Jahresbeitrag beträgt mindestens Fr. 400.- und höchstens Fr. 2'500.-.

Verlust der
Mitgliedschaft

Austritt

Beiträge

- ³ Die freien Mitglieder sind zur Bezahlung eines Jahresbeitrags von Fr. 150.— verpflichtet..
- ⁴ Der Jahresbeitrag für die FeRC beträgt 0.13% der von jedem Mitglied ausbezahlten Löhne gemäss der CAFIB-Abrechnung (Walliser Familienzulagenkasse des Hoch- und Tiefbaugewerbes) für alle im Vorjahr beschäftigten Arbeitnehmer, mit Ausnahme des administrativen und kaufmännischen Personals.
- ⁵ Der Jahresbeitrag für den Rechtsschutz beträgt 0.10% der von jedem Mitglied ausbezahlten Löhne gemäss der CAFIB-Abrechnung (Walliser Familienzulagenkasse des Hoch- und Tiefbaugewerbes) für alle im Vorjahr beschäftigten Arbeitnehmer, mit Ausnahme des administrativen und kaufmännischen Personals.
- ⁶ Im Fall eines neu gegründeten Unternehmens ist die Lohnsumme des laufenden Jahres massgebend.
- ⁷ Wenn die für die Berechnung des Jahresbeitrages notwendigen Unterlagen nicht übermittelt werden, wird die beitragspflichtige Lohnsumme durch Schätzung festgesetzt, die für das Mitglied verbindlich ist.

Artikel 9

Finanzielle Haftung

Die finanziellen Verpflichtungen des VWPU sind ausschliesslich aufgrund des Verbandsvermögens gedeckt; eine persönliche Haftung der VWPU-Mitglieder ist ausgeschlossen.

Artikel 10

Anspruch auf das Verbandsvermögen

Die austretenden Mitglieder verlieren mit dem Austrittsdatum jeglichen Anspruch gegenüber dem VWPU, namentlich das Forderungsrecht auf einen Teil des Verbandsvermögens.

Verbandsorgane

Artikel 11

Allgemeines

Die Organe des VWPU sind :

- A. die Generalversammlung
- B. der Vorstand
- C. das Sekretariat
- D. die Rechnungsrevisoren

A. Generalversammlung

Artikel 12

Die Generalversammlung ist das Hauptorgan des VWPU. Sie verfügt über folgende Zuständigkeiten :

- Genehmigung der Generalversammlungsprotokolle;
- Genehmigung des Jahresberichtes des Präsidenten;
- Genehmigung der Jahresrechnung, des Budgets und Entlastungserteilung an den Vorstand, sowie an den Sekretär-Kassier für ihre Geschäftsführung;
- Festsetzung der Beitrittsgebühr und des Jahresbeitrages;
- Wahl der Vorstandsmitglieder und des Präsidenten;
- Wahl der Verbandsdelegierten im Kreise der Organe von Schwestergesellschaften, sowie ihre Stellvertreter und die Wahl der Ehrenmitglieder;
- Bestätigung von Vorstandsbeschlüssen in den Fällen, welche die vorliegenden Statuten ausdrücklich vorsehen;
- Beschluss über den Ausschluss eines Mitgliedes;
- Genehmigung von Reglementen und Richtlinien allgemeiner Art;
- Beschlussfassung über Vorschläge des Vorstandes und individuelle Mitgliederanträge;
- Änderung der Statuten;
- Beschlussfassung über Auflösung und Liquidation des VWPU.

Artikel 13

Einmal jährlich findet eine ordentliche Generalversammlung statt.

Artikel 14

Ausserordentliche Generalversammlungen finden statt, wenn der Vorstand eine solche für notwendig erachtet oder aufgrund einer schriftlichen Begründung von einem Fünftel der Mitglieder.

Zuständigkeit

Ordentliche
Generalver-
sammlung

Ausserordentliche
General-
versammlung

Vorladung

Artikel 15

- ¹ Die Generalversammlung wird durch das Sekretariat im Auftrag des Vorstandes einberufen.
- ² In der Regel erfolgt die Einberufung, ausser in dringenden Fällen, mindestens 2 Wochen im voraus mittels eines Rundschreibens und unter Angabe des Ortes, des Datums, der Zeit und der Traktanden.
- ³ Die Vorladung enthält die Vorschläge über Änderungen von Statuten, Reglementen, Namen und Vereinbarungen oder die Verbandsauflösung.

Artikel 16

Beschluss- fassungen - Stimmberechtigung

- ¹ Die Generalversammlung kann nur über Gegenstände Beschlüsse fassen, die in den Traktanden erwähnt sind. Mitglieder, die einen Gegenstand in die Traktanden aufnehmen möchten, können ihren Antrag dem Vorstand schriftlich und mindestens 10 Tage vor der Versammlung einreichen.
- ² Die Generalversammlung ist unabhängig von der Anzahl anwesender Mitgliedern beschlussfähig. Sie fasst ihre Beschlüsse mit der absoluten Mehrheit der abgegebenen Stimmen und bei Wahlen mit der relativen Mehrheit im zweiten Wahlgang. Artikel 25 bleibt vorbehalten.
- ³ Im allgemeinen wird mit Handerheben abgestimmt. Geheime Wahlen werden auf Verlangen von mindestens einem Fünftel der anwesenden Mitgliedern durchgeführt.

B. Vorstand

Artikel 17

Zusammensetzung

- ¹ Der Vorstand besteht aus :
 - dem Präsidenten
 - dem Vize-Präsidenten
 - und 3 bis 7 Mitgliedern.
- ² Im Rahmen des Möglichen werden die Vorstandsmitglieder so gewählt, dass die drei Kantonsteile gerecht vertreten sind.

³ Die Mitglieder des Vorstands werden für 4 Jahre gewählt. Sie sind für 3 Perioden von 4 Jahren wiederwählbar. Im Falle einer Ferienvakanz findet die Wahl eines Ersatzmitgliedes an der nächsten Generalversammlung für den Rest der laufenden Verwaltungsperiode statt.

Artikel 18

Zuständigkeit

¹ Der Vorstand ist mit der Verwaltung der Interessen des VWPU beauftragt. Er kann selbständig alle Angelegenheiten erledigen, die nicht ausdrücklich in den Zuständigkeitsbereich der Generalversammlung fallen.

² Er unterbreitet der Generalversammlung alljährlich einen Betriebsbericht.

³ Der Vorstand überwacht die Ausführung der durch die Generalversammlung gefassten Beschlüsse und die Anwendung der Reglemente und Vereinbarungen.

⁴ Der Vorstand ist allein zuständig, mit den Arbeitnehmerorganisationen über allgemeine Arbeitsbedingungen zu verhandeln, in Streitfällen trifft er alle erforderlichen Massnahmen.

Artikel 19

Vertretung

Der Vorstand vertritt den VWPU gegenüber Dritten. Der Verband haftet rechtlich durch die Kollektivunterschrift des Präsidenten oder des Vizepräsidenten und des Sekretärs.

Artikel 20

Sitzungen und Beschlussfassungen

¹ Der Vorstand versammelt sich so oft es die Geschäfte erfordern, aber mindestens sechsmal jährlich.

² Der Präsident beruft den Vorstand entweder von sich aus oder auf Wunsch eines Vorstandsmitgliedes ein.

³ Der Vorstand fasst seine Beschlüsse mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder, abgesehen von ihrer Anzahl. Bei Stimmengleichheit ist diejenige des Präsidenten ausschlaggebend.

Artikel 21

Präsidium

¹ Der Präsident des VWPU organisiert und leitet die Arbeit des Vorstandes.

² Er führt den Vorsitz an der Generalversammlung, der er im Namen des Vorstandes den Jahresbericht erstattet.

C. Sekretariat

Artikel 22

- ¹ Für die Erledigung der Verbandsgeschäfte verfügt der Vorstand über ein ständiges Sekretariat. Der ständige Sekretär handelt im Auftrag und gemäss den Weisungen des Vorstandes.
- ² Er ist für die einwandfreie Führung der Verbandsgeschäfte verantwortlich.
- ³ Im Einvernehmen mit dem Vorstand trifft er alle notwendigen Massnahmen zur Wahrung der Mitgliederinteressen.

D. Rechnungsrevisoren

Artikel 23

- ¹ Die Generalversammlung ernennt für eine Periode von 4 Jahren zwei Mitglieder des VWPU als Rechnungsrevisoren, die beauftragt sind, die Jahresrechnung zu überprüfen.
- ² Das Rechnungsjahr des VWPU entspricht dem Kalenderjahr.
- ³ Der Revisionsbericht enthält Bemerkungen und Vorschläge der Revisoren betreffend die Annahme der Rechnung.
- ⁴ Die Jahresrechnung muss den Rechnungsrevisoren mindestens 14 Tage vor der Generalversammlung abgegeben werden. Die Revisoren ihrerseits müssen der Generalversammlung einen schriftlichen Bericht darüber unterbreiten.

Ehrenmitglieder

Artikel 24

- ¹ Auf Antrag des Vorstandes, kann die Generalversammlung VWPU-Mitglieder oder andere Personen zu Ehrenmitgliedern ernennen, die sich in bedeutsamer Weise zum Wohl des Verbandes verdient gemacht haben.
- ² Die Ehrenmitglieder sind nicht beitragspflichtig. Sie können an den Generalversammlungen teilnehmen.

Freie Mitglieder

Artikel 25

Mitglieder, die sich von ihrer Tätigkeit zurückziehen, aber im Verband bleiben möchten, können vom Vorstand zu « freien Mitgliedern » ernannt werden. Sie können den Generalversammlung beiwohnen, haben jedoch kein Stimmrecht.

Auflösung und Liquidation

Artikel 26

- ¹ Wenn die Generalversammlung dafür keine besondere Kommission bestimmt, wird die Liquidation durch den Vorstand durchgeführt.
- ² Im Falle einer Liquidation des VWPU wird das übriggebliebene Verbandskapital, nach Tilgung sämtlicher Verbindlichkeiten, in einem Bankinstitut zuhanden eines neuen Verbandes hinterlegt. Dieser neue Verband muss innert 5 Jahren nach der Liquidation gegründet werden und die gleichen Zwecke verfolgen, wie der aufgelöste Verband.
- ³ Sollte nach Ablauf dieser Frist kein neuer Verband gegründet worden sein, wird das Kapital einer oder mehreren Walliser Wohltätigkeitseinrichtungen zufließen.
- ⁴ Der im letzten Geschäftsjahr amtierende Vorstand ist mit der Ausführung dieser Bestimmung beauftragt.

Inkrafttreten

Artikel 27

Die vorliegenden durch die Generalversammlung der "Gruppe Wallis der Plattenleger- und Wandverkleidungsunternehmen" am 24. Oktober 1981 in Martigny angenommenen Statuten sind abgeändert worden - sowie auch die Verbandsbezeichnung - und anlässlich der Generalversammlungen vom 22. September 1984, 29. Oktober 1994, 24. Oktober 1998, 20. Oktober 2001, 19. Oktober 2002, 30. Oktober 2004, 12. November 2011, 13. November 2014, 12. November 2015, 3. November 2022 und 12. November 2023 vervollständigt worden.

Im Namen des Verbandes :

Der Präsident :

Joël Millius

Der Sekretär :

Gérard Bornet

